

La place de l'environnement dans les géographies anglophone et française – Emergence, transformations et circulations de la *political ecology*

Christian A. Kull^{1,2}

Simon P. J. Batterbury^{3,4}

This is the authors' pre-print version of the following chapter :

Citation : Kull, Christian A. & Simon P. J. Batterbury (2017) L'environnement dans les géographies anglophone et française : émergence, transformations et circulations de la political ecology. In *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*, edited by Blanc, G., É. Demeulenaere & W. Feuerhahn. Paris: Les publications de la Sorbonne, 117-138.

The final, definitive version is published in the book mentioned above, available through Publications de la Sorbonne ([link](#)) and all book-sellers.

¹ Professeur ordinaire, Université de Lausanne, Suisse

² Adjunct Associate Professor, Monash University, Australie

³ Professor, Lancaster Environment Centre, Lancaster University, UK

⁴ Associate Professor, University of Melbourne, Australie

Comme le chapitre introductif de cet ouvrage l'indique, un tournant « environnemental » a émergé dans les sciences humaines et sociales. L'actualité continue et pressante des questions environnementales a suscité de nombreuses réponses, de la construction de nouveaux concepts comme « Anthropocène » ou « Paiements pour services écosystémiques », de même que de nombreuses sous-disciplines, dont une sera discutée ici. Même la géographie française plaide désormais, avec un certain retard par rapport à la géographie anglophone et par rapport aux autres disciplines, pour un tournant environnemental (Chartier et Rodary, 2016). Fait intéressant, on observe également un tournant des « humanités »¹. Les humanités sont de retour en force, comme on le voit par exemple avec le slogan en vogue dans le milieu universitaire, les « humanités numériques ». Les « humanités environnementales » qui nous intéressent ici ont explosé en une décennie, dans les conférences, revues académiques², et les institutions, et même les géographes ont pris le train en marche, profitant d'une solide tradition des humanités remontant à Yi-Fu Tuan (1977) et avant. Illustrant ce mouvement, l'association des géographes

¹ La traduction de « *humanities* » (en anglais) vers le français correspond peut-être mieux avec « sciences humaines » que « humanités » (en français), ce dernier se limitant traditionnellement aux langues et littérature.

² Par exemple, *Environmental Humanities* (<https://www.dukeupress.edu/environmental-humanities>).

américains (AAG) vient de publier le premier numéro d'une nouvelle revue intitulée *GeoHumanities*, revue interdisciplinaire de la géographie et des humanités (Cresswell et al., 2015).

La géographie a toujours fortement contribué aux débats sur les transformations anthropogéniques de la Terre. Comme Clarence Glacken (1967) l'a rapporté, la question des impacts de l'humanité sur les éléments de l'environnement prend ses racines dans l'Antiquité. Ératosthène par exemple a écrit sur la relation entre l'industrie de la construction navale, l'agriculture et l'état des forêts en Crète. Des chercheurs postérieurs aux Lumières, tels que Alexander von Humboldt (Wulf, 2015), Élisée Reclus (1869), et George Perkins Marsh (1864) ont à leur époque investi la thématique des interactions entre humains et environnement. Ces figures sont considérées comme des précurseurs de la géographie en tant que discipline universitaire, laquelle s'est institutionnalisée plus tard au XIX^e siècle.

L'environnement a toujours été considéré comme un « objet d'étude » pour la géographie. Cependant l'environnement était alors considéré soit comme objet apanage des sciences naturelles (géographie physique), soit comme contexte pour des études descriptives, soit enfin comme élément à prendre en compte pour son influence sur les sociétés humaines. Alors que les géographes ont toujours étudié l'environnement physique (fleuves, glaciers, sols, climats), ils n'ont que rarement et tardivement appréhendé l'environnement comme préoccupation intellectuelle, politique ou pratique (questions de dégradation, pollution, durabilité, justice). A au moins deux moments clés, les contributions des géographes ont manqué à l'appel, notamment dans le monde anglophone. Au début des années 1970, au sommet d'une vague d'intérêt public pour l'environnement global, la discipline rata en quelque sorte le coche et échoua à s'impliquer dans le champ interdisciplinaire émergent des études environnementales. À cette période, les géographes anglophones étaient au milieu de leur révolution quantitative et plus intéressés par la modélisation. Le second moment se place dans les années 1990, quand les débats en géographie sur le constructivisme et notamment la construction sociale de la nature (*socio-natures*) créèrent un certain décalage entre les défenseurs de l'environnement et les chercheurs analytiques.

A l'encontre de cette trajectoire sinueuse d'ensemble, certains géographes n'ont cessé de s'efforcer de répondre aux questions environnementales. A contre-courant de la révolution quantitative, leurs recherches sur les changements environnementaux, sur la modification de l'utilisation des sols, sur l'écologie culturelle et sur les risques naturels, ont contribué aux discussions de phénomènes tels que la dégradation environnementale, la déforestation et le changement climatique. De la même façon, au moment même de la déferlante de la vague constructiviste, certaines figures de la géographie restèrent pragmatiques, engagées et critiques – travaillant aussi bien sur l'échec des sociétés à affronter les défis environnementaux que sur les discours écologiques utilisés pour les décrire. En particulier, depuis les années 1980, la combinaison des préoccupations environnementales et d'un souci plus global de justice sociale conduisit à la naissance d'un nouveau sous-domaine disciplinaire particulièrement pertinent pour l'analyse des problèmes

d'environnement, la *political ecology*. Aux côtés de nombreuses autres disciplines, la géographie joue un grand rôle ces dernières années, par exemple dans la production scientifique sur l'atténuation ou l'adaptation au changement climatique (Adger, 2006 ; Birkenholtz, 2012 ; Hulme, 2009). De surcroît, un lien est établi entre l'environnement et la crise capitaliste persistante, les krachs financiers, les défauts des dettes souveraines, et les oscillations politiques dans les démocraties occidentales. Cette situation catalyse le renouveau d'approches analytiques radicales en géographie (par exemple Peet, Robbins et Watts, 2011).

L'objectif de ce chapitre est de retracer le contexte historique et socio-politique de la mise à l'agenda de l'environnement en géographie, en éclairant des moments clés, ainsi que les débats épistémologiques et concurrences institutionnelles majeurs. Nous allons d'abord traiter la perspective historique, y compris le moment clé des années 70. Ensuite nous mettons l'accent sur l'arrivée de la « *political ecology* » et les débats sous-jacents sur le constructivisme. Bien que nous nous efforcions de dessiner le paysage global de la géographie, nous devons reconnaître en toute honnêteté que la trajectoire de la géographie anglophone prédomine dans notre texte³. Pour y remédier, nous consacrons la dernière section aux tendances actuelles de la géographie en France. En tant qu'outsiders collaborant régulièrement avec des collègues français, nous sommes en position d'observer le recours actuel à la *political ecology* anglophone, qui vient en appui aux promoteurs d'un déplacement paradigmatique, d'une « géographie de l'environnement » à une « géographie environnementale » (Chartier et Rodary, 2016)⁴.

La question de l'environnement dans les géographies anglophones

Dans cette première partie, nous passons en revue la façon dont la géographie s'est emparée de la question de l'environnement jusqu'aux années 1990. Nous commençons par présenter quelques antécédents de la géographie environnementale identifiables dans la longue histoire du champ avant 1970. Nous examinons ensuite la façon dont le champ a manqué le « réveil écologique » commencé il y a cinq décennies, et comment s'en est suivi une diversification d'approches contenant une forte composante environnementale, parmi lesquelles l'étude des risques majeurs (*hazard studies*), l'écologie culturelle (*cultural ecology*), et la géographie critique (*critical geography*).

3. Par exemple, au Chili, la référence des développements récents de la géographe – notamment sur les géographies autochtones – est la littérature anglophone (Bastien Sepúlveda, présentation au colloque Géographie, Écologie, Politique, Orléans 2012). Nous employons ici l'expression « géographie anglophone » en référence à la géographie britannique, américaine et australienne. Voir Kull & Batterbury (2016, p. 227, note 1) pour une discussion plus détaillée du choix de ce terme au lieu de « anglo-saxon ».

⁴ Une portion de ce chapitre est basée sur un chapitre apparu dans l'ouvrage *Manifeste pour une géographie environnementale* (2016, Les Presses de Sciences Po). Nous tenons à remercier les directeurs de l'ouvrage, Denis Chartier et Estienne Rodary, pour la permission de réutiliser le texte et reconnaissons le travail du traducteur Mathias Lefèvre. Nous remercions aussi Xavier Arnauld de Sartre, entre autres, pour des discussions stimulantes autour de la géographie française, et Élise Demeulenaere pour l'invitation, les suggestions, et les traductions supplémentaires.

Avant 1970

Pendant des milliers d'années, les intellectuels occidentaux ont interrogé les relations que les humains entretiennent avec leur environnement (Glacken, 1967). Se fondant sur ces traditions et sous l'influence de la pensée germanique, la géographie moderne prit forme au XIX^e siècle. Le « tronc » principal de la géographie anglophone au tournant du siècle passé était dominé par des spécialistes tels que William Morris Davis, Ellsworth Huntington et Ellen Semple, qui concevaient l'environnement principalement comme une force déterminant la culture et les capacités humaines. Leurs approches font écho avec celles du « père » de la géographie française, Paul Vidal de la Blache. Sur la première moitié du XX^e siècle une tradition de géographie régionale s'est consolidée, qui catégorisait les lieux urbains et ruraux selon leur géographie physique, les activités économiques, les structures foncières, etc. Ainsi dans les années 1950, une géographie régionale et descriptive, caractérisée par un déterminisme environnemental persistant, prédominait dans la géographie anglophone. Ni l'un, ni l'autre ne faisait guère mention de la politique environnementale ou de toute autre forme de pouvoir. Il existait dans le même temps une focalisation sur la géopolitique interétatique, alimentée par les événements tumultueux que connut l'Europe au cours de la première moitié du XX^e siècle et l'acquisition de possessions coloniales à partir de la fin du XIX^e. A titre exemple, citons la géopolitique du géographe Sir Halford Mackinder, indiscutablement pro-britannique.

De la description des systèmes sociaux et environnementaux à l'évaluation des impacts environnementaux et à l'analyse de leur contexte social, il n'y a qu'un pas. Il fut effectué à plusieurs reprises. Pour ne citer que quelques exemples, une des premières branches importantes de l'« arbre » géographique fut l'« école de Berkeley », associée à Carl Sauer (1925), qui appréhendait les paysages comme les produits de transformations matérielles et les caractéristiques culturelles des peuples, et encouragea l'étude des modifications humaines des paysages (Zaninetti et Mathewson, 2016). La Faculté de géographie de l'université Clark, la plus ancienne parmi les programmes universitaires en géographie existants aujourd'hui aux États-Unis, fut créée en 1921 par Wallace Attwood de l'université Harvard, et la majorité des diplômés étudièrent les relations humain-environnement à partir de multiples points de vue. Au même moment, en Australie, le premier professeur de géographie, Griffith Taylor, tout en défendant des idées grossièrement racistes et un déterminisme environnemental, provoqua une tempête politique lorsqu'il affirma qu'il convenait de limiter la croissance démographique et l'implantation humaine sur le plus sec des continents, indiquant que les ressources étaient trop limitées pour pouvoir reproduire le modèle européen d'agriculture (Hugo, 2011). Dans les années 1950, c'est parmi les géographes américains que l'on rencontraient les principales voix s'exprimant pour décrire et alerter sur le « rôle de l'homme dans la transformation de la surface de la Terre » (Thomas, 1956).

Le réveil écologique autour de 1970 et la révolution quantitative : un rendez-vous manqué

La période qui s'étend de la fin des années 1960 au début des années 1970 fut la première grande vague de préoccupation publique globale à l'égard du pillage environnemental. Les géographes dans le monde anglophone contribuèrent évidemment à la naissance de cette conscience environnementale (O'Riordan, 1976 ; White, 1972) et à lui donner un caractère politique (au sens où il s'agissait de chercher à changer le statu quo à travers la prise de position publique ou le militantisme). Néanmoins, certains auteurs reprochent à la discipline d'avoir raté le train en ne se positionnant pas comme une discipline phare de ces questions (Watts 2001).

La réponse des universités ne fut pas d'investir dans leurs départements de géographie, mais de poser les bases de programmes interdisciplinaires en *environmental sciences* ou *environmental studies*⁵. Aux États-Unis, les premiers programmes en études environnementales furent créés au Middlebury College (en 1965), à l'université de Californie à Santa Barbara (en 1970, en réponse à une marée noire ayant souillé la côte à proximité), au Dartmouth College (en 1970), à l'université Yale (dont la Faculté de foresterie adjoignit « études environnementales » à son nom en 1972). Au Royaume-Uni, l'université d'East Anglia fut la première à fonder une faculté des sciences de l'environnement en 1967. Au Canada, la Faculté des sciences de l'environnement fut établie à l'université York en 1968 (Handy et Bunch, 2009). En Australie, l'université Monash fut la première à créer, en 1972, un programme indépendant dédié à l'environnement, dirigé par un ingénieur devenu militant, Frank Fisher. Elle fut suivie par l'Université nationale australienne en 1973 (Harvey, Forster et Bourman, 2002). Ces programmes furent rapidement dominés par des spécialistes des sciences naturelles s'intéressant par exemple à la pollution, ou par des spécialistes des sciences sociales issus des domaines émergents de la politique et du droit de l'environnement (Soulé et Press, 1998).

Une des principales raisons pour lesquelles la géographie n'a pas joué un rôle important dans le mouvement environnemental des années 1970 tient à ce que, dans une large mesure, la discipline a échoué à prendre part à analyser les grands *problèmes* d'environnement majeurs perçus par la société, tels la surpopulation, la surexploitation des ressources, les causes industrielles de la dégradation de l'eau, des forêts, et de l'air. En revanche, elle a abondamment traité de nombreuses *questions de recherche* environnementales, mais souvent dans leurs aspects techniques et non-sociétaux (formes d'érosion, qualité de l'eau) (Livingstone, 1992 ; Pemberton, 1989). Pour que les géographes s'emparent massivement des questions écologiques posées

⁵ A noter que l'anglais fait une distinction entre « *environmental sciences* » et « *environmental studies* ». Par rapport au français, l'anglais a tendance à réserver le mot « sciences » pour les sciences dites « dures », par exemple les sciences de la vie et de la terre. Le mot *studies* permet de regrouper un nombre plus large de compétences disciplinaires autour des questions environnementales : non seulement les scientifiques dits « durs », mais aussi philosophes, historiens, juristes, sociologues, poètes...

par la société, il aurait fallu que la tradition de l'étude des rapports humain-environnement devienne plus prégnante au sein de la géographie et attire davantage les étudiants. Mais, dans les années 1960, la géographie physique anglophone s'éloignait ostensiblement de la géographie humaine ; l'attention sauerienne portée aux relations humain-environnement, qui aurait pu constituer le « tronc » de la discipline, n'était pas communément enseignée (elle commença à l'être dans les décennies suivantes). Les lieux de publication et les projets de recherche développant cette approche se raréfiaient⁶. La « révolution quantitative » soutenue par le positivisme scientifique battait son plein, avec des géographes humains cherchant à modéliser la croissance urbaine, les systèmes de transport, les données démographiques, le commerce et les relations espace-temps. Pendant ce temps, des géographes physiques modélisaient l'érosion et les systèmes climatiques et biogéographiques.

Les nouveaux programmes en sciences environnementales développés dans de nombreuses universités le furent pour concurrencer, mais aussi pour compléter, les départements de géographie. Ils furent souvent structurés, non pas comme des départements universitaires, mais comme des instituts de recherche, des diplômes de troisième cycle ou des programmes interdisciplinaires, permettant aux géographes de jouer individuellement un rôle. Le résultat de ces structurations fut que pour les étudiants passionnés s'intéressant aux questions urgentes telles que la pression des populations sur les ressources, la destruction des forêts tropicales et la durabilité, le premier choix n'était pas la géographie mais les sciences environnementales.

Étude des risques, écologie culturelle, géographie critique : la diversification des approches (autour des années 1980)

Des années 1970 aux années 1990, les épistémologies positivistes de la révolution quantitative, de même que les traditions descriptives en géographie culturelle et en géographie régionale, furent contestées par les géographes épousant la théorie marxiste ou les épistémologies phénoménologiques et féministes (parmi d'autres approches critiques). Les branches de l'« arbre » géographique ont fait alors de nombreuses ramifications, autour de nouvelles sous-approches et de nouvelles spécialisations thématiques. En conséquence, la géographie anglophone connut une période d'introspection alors que les auteurs devenaient plus combattifs ; le champ d'études était vaste, mais il existait des différends et des tensions, et certains s'inquiétèrent du statut et de la nature d'une discipline déchirée par des luttes idéologiques (Gaile et Wilmott, 2003 ; Johnston, 1991 ; Livingstone, 1992 ; Simmons, 1996). Durant cette période en effet, les contributions à la réflexion sur les problèmes d'environnement furent relativement fortes, mais également divisées entre différentes approches sous-disciplinaires et idéologiques. Comme nous allons le voir dans cette section, en géographie humaine anglophone, trois orientations de recherche

⁶ Par exemple, la revue *Progress in Geography* fondée en 1969, se divisa en 1977 en deux revues séparées : *Progress in Human Geography* et *Progress in Physical Geography*.

continuèrent en particulier à s'intéresser aux relations humain-environnement et eurent souvent une influence en dehors du monde universitaire.

Premièrement, les géographes « des risques » (*hazards*) comme Gilbert F. White et son étudiant Robert Kates cherchèrent, à l'aide d'approches comportementalistes, à répondre aux problèmes tels que le risque d'inondation et la gestion des ressources en eau, de la sécheresse et des terres arides, dans le but d'améliorer les politiques publiques et la vie des populations étudiées (Burton, Kates et White, 1978 ; Wescoat, 2006). Ils contribuaient notamment à l'élaboration et à la mise en œuvre de mesures sensées et abordables de lutte contre les risques d'inondation pouvant affecter des vies et des biens dans les systèmes fluviaux américains. L'esprit du travail de White se retrouve chez certains géographes actifs au sein d'agences et de réseaux nationaux et internationaux. Par exemple, Roger Kasperson examina les conceptions du risque, en particulier après la catastrophe nucléaire de Three Mile Island en 1979, puis devint directeur du Stockholm Environmental Institute et fut le lauréat du Volvo Environment Prize (Kasperson et Kasperson, 1996). Au Royaume-Uni, Tim O'Riordan emprunta une voie dédiée à l'écologie, mais en concentrant de plus en plus son attention sur les changements des politiques de l'environnement. Cela l'amena à tenir plusieurs rôles au sein d'institutions gouvernementales et non gouvernementales dans le cadre de son travail sur la conservation et la planification environnementale (O'Riordan, 2000). Susan Owens continue d'interroger les politiques de l'environnement et d'y contribuer avec un œil critique, notamment à travers la Commission royale britannique sur la pollution de l'environnement (Owens, 2012).

Une deuxième tradition de recherche importante, quoique bien moins appliquée sur le plan politique, fut celle de l'« écologie culturelle »⁷. Ressuscitant la tradition sauerienne et influencés par des anthropologues comme Julian Steward et Bob Netting, les tenants de cette approche utilisaient des méthodes de terrain quantitatives et qualitatives pour récolter des informations à la fois diachroniques et synchroniques sur les systèmes agraires et les modes de vie indigènes dans des sociétés pratiquant une agriculture de semi-subsistance (Butzer, 1989). Les chercheurs montrèrent comment des sociétés dépendantes de leur propre travail innovaient constamment alors que la pression démographique, les transformations de l'environnement, les signaux du marché et d'autres variables modifiaient leur contexte. Ces études furent cependant quelque peu dépassées par des analyses critiques (voir ci-dessous) qui mettaient davantage l'accent sur les *menaces* pesant sur de tels systèmes et leur contexte politico-économique que sur leurs dynamiques adaptatives internes (Adger, 2006). Un regain d'intérêt récent pour les questions d'adaptation au climat et de sécurité alimentaire à l'échelle locale permet néanmoins à cette approche d'être encore adoptée par certains (Mortimore, 2010).

Une troisième importante orientation de recherche fut la géographie critique. Se fondant sur la tradition marxienne et adoptant initialement une approche très

⁷ Cf. Chapitre « L'anthropologie au-delà de l'anthropos ».

structuraliste, les géographes critiques ont questionné les relations de pouvoir politiques et économiques sous-jacentes aux relations humain-environnement. Ben Wisner, Phil O'Keefe, Jim Blaut et Richard Peet créèrent le journal radical *Antipode* à l'université Clark à la fin des années 1960. Ils soutinrent qu'il était plus pertinent d'appréhender les sociétés de faible taille étudiées par les tenants de l'écologie culturelle comme les victimes d'États répressifs, du colonialisme, de la capture du pouvoir politique par des élites et d'autres structures de pouvoir affectant de manière négative leur vulnérabilité et leur accès aux ressources. Michael Watts (1983) montra par exemple que les famines au Sahel n'étaient pas dues à la sécheresse ou à l'incapacité d'innover, mais à un défaut d'accès à la nourriture et à un État distant et indifférent. Il s'appuya largement sur l'anthropologie marxiste française (Meillassoux, Godelier, Dupré, Rey, etc.) pour théoriser les sources de la vulnérabilité des populations rurales⁸. Les géographes critiques remirent également en question les interprétations jugées trop naïves et apolitiques de la nature ; ce faisant, ils ont parfois marqué leur distance vis-à-vis des organisations environnementales porteuses d'une idéologie préservationniste ou de la *wilderness*. Ils montrèrent, au contraire, comment la nature est créée à travers les relations sociales et marchandes (Smith, 1984). On pourrait affirmer que la géographie radicale ou critique est devenue un courant relativement dominant au sein de la géographie humaine anglophone dans les années 1990 – le géographe humain le plus cité et le plus connu en dehors de la discipline est certainement David Harvey, malgré son marxisme impénitent et intensément critique à l'égard du capitalisme.

Political ecology : émergence et développements

Dans cette partie, nous poursuivons l'histoire de l'engagement de la géographie largement anglophone vis-à-vis des questions environnementales, en nous intéressant sur la période des années 1980 et 1990. Nous mettons l'accent sur une approche qui a émergé des tensions disciplinaires évoquées ci-dessus, et qui est devenue à son tour quasi-dominante dans ce champ de la géographie. D'abord nous racontons l'histoire de cette communauté épistémique, ensuite nous traitons l'influence des approches constructivistes, et pour finir la section nous décrivons les contours de la « géographie environnementale » anglophone d'aujourd'hui.

Une nouvelle approche qui émerge dans les années 1980

Des tensions disciplinaires qui ont marqué les années 1970 et 1980 émergea une approche originale, la *political ecology*⁹. Cette nouvelle approche fut délibérément conçue comme un croisement « post-paradigmatique » entre des approches critiques (marxisme, économie politique) et une « écologie » au sens large, incluant les paradigmes de l'écologie culturelle et de l'écologie humaine. Plusieurs

⁸ Cf. Chapitre « L'anthropologie au-delà de l'anthropos ».

⁹ Un récent ouvrage en français consacré à cette approche a choisi de maintenir l'usage du terme anglais, car sa traduction, « écologie politique », porte selon eux de trop nombreuses autres significations (Gautier et Benjaminsen, 2012). Nous les suivons ici dans le sens où nous parlons d'une approche telle qu'elle s'est constituée dans le monde académique anglophone.

chercheurs en géographie et anthropologie – et aux frontières entre les deux disciplines – proposèrent à leur façon des croisements, y compris Eric Wolf (1972), Michael Watts (1983), Piers Blaikie (1985) et Susanna Hecht (1985). Pour les géographes¹⁰, la publication clé qui lance l'appel à une « political ecology » (et fonde le label *political ecology*) fut le livre *Land Degradation and Society*, codirigé et largement écrit par le duo de Piers Blaikie (de la School of Development Studies de l'Université de East Anglia et représentant des approches marxiste et des études du développement) et Harold Brookfield (chercheur à l'Australian National University et représentant des approches plutôt de l'écologie culturelle) (Blaikie et Brookfield, 1987).

Cette publication inspira d'autres auteurs qui utilisèrent à leur tour le label de *political ecology*, y compris les anthropologues Tom Sheridan (1988) et Donald Moore (1993), les géographes Tom Bassett (1988) et Karl Zimmerer (1991), la sociologue Nancy Peluso (1992), et le politologue Raymond Bryant (1992). La deuxième publication de référence est une édition spéciale de la revue *Economic Geography* datant 1993, republié sous la forme d'un livre dans une édition largement remaniée, avec le titre de *Liberation Ecologies* (Peet et Watts, 1993, 1996). Ces ouvrages étaient codirigés par deux chercheurs marxistes anglais faisant carrière aux États-Unis : Richard Peet, *economic geographer* titulaire d'un PhD. de Berkeley et enseignant à Clark University, et Michael Watts, qui a étudié l'anthropologie à Michigan et enseigne la géographie à Berkeley.

L'importance des « écoles » de Berkeley et de Clark est à signaler dans la montée en puissance de la *political ecology* aux États-Unis. L'École de Berkeley se réfère assez logiquement à l'héritage de Carl Sauer qui a conduit à la naissance de l'écologie culturelle – via notamment l'anthropologue Julian Steward qui faisait son doctorat à Berkeley (Zaninetti et Mathewson 2015). C'est dans les réseaux de la *cultural ecology* – par exemple aux réunions annuelles de l'association des géographes américains (AAG) – qu'une bonne partie de la *political ecology* a pris racine dans les années 1990. Les héritiers de cette école (par exemple l'Université Wisconsin, à l'époque avec Bill Denevan et Karl Zimmerer, également formés à Berkeley par le dauphin de Sauer, Jim Parsons) jouaient un rôle important. Ensuite, les étudiants de Michael Watts et ses collègues, la « deuxième vague » de *political ecology*, prenaient des postes académiques un peu partout dans les années 1990 et contribuaient à la diffusion de cet approche : parmi d'autres, on peut mentionner Judith Carney à UCLA, Lucy Jarosz à Washington, Richard Schroeder à Rutgers, James McCarthy à Penn State, Rod Neumann à Florida International, Matt Turner à Wisconsin. Quant à Clark University, le trio composé de Richard Peet (le géographe

¹⁰ Les interactions entre géographes et anthropologues en *political ecology* ont été moins courantes que ce à quoi l'on pourrait s'attendre, étant donné les passages de frontière opérés par des figures importantes par le passé (Robert Netting, Michael Watts, Harold Brookfield). Jusqu'à récemment, très peu de géographes en *political ecology* citaient les articles publiés dans le *Journal of Political Ecology*, une revue fondée en 1994 par deux anthropologues. À l'inverse, alors que l'ouvrage édité par Piers Blaikie et Harold Brookfield, *Land Degradation and Society*, est la référence la plus citée par les *political ecologists* géographes, les *political ecologists* anthropologues s'appuient plus souvent sur d'autres références fondatrices, comme Wolf (1972).

marxiste codirecteur de *Liberation Ecologies*), Billie Lee Turner II (*cultural ecologist* formé par Denevan à Wisconsin), et Dianne Rocheleau (géographe féministe spécialisée dans le développement et l'agroforesterie) forma une grande partie des autres « grands noms » en *political ecology*, dont Tony Bebbington, Simon Batterbury et Paul Robbins. Les écoles de Clark et Berkeley (et Wisconsin) continuent à se renouveler, avec les arrivés de Nancy Peluso, Donald Moore, Jake Kosek, et Nathan Sayre (Berkeley), de Tony Bebbington et James McCarthy (Clark), et William Cronon, Paul Robbins, Lisa Naughton, Matt Turner, et Morgan Robertson (Wisconsin) (Batterbury 2015).

On peut donc dire qu'une approche *political ecology* s'est progressivement mise en place de la fin des années 1980 aux années 1990s, au point d'acquérir une reconnaissance institutionnelle des géographes s'intéressant aux relations humain-environnement au sein d'une discipline quelque peu polarisée. Mais en quoi consistait précisément cette école de pensée ? Michael Watts (2000) affirme que la *political ecology* examine de façon critique les relations complexes entre la nature et la société, en analysant les formes de contrôle et d'accès aux ressources naturelles, et leurs conséquences pour la durabilité environnementale et sociale. En conséquence, tout effort en vue de contrôler et de gérer des ressources naturelles est susceptible d'entraîner des conflits environnementaux, puisqu'il implique divers savoirs, pratiques et pouvoirs qui tendent à être incompatibles, de même que des contextes écologiques complexes et évolutifs qui ne sont que partiellement compris.

Au départ, l'accent fut mis par les *political ecologists* sur l'usage des terres en milieu rural dans les pays en développement, avec des études de cas offrant de nouveaux points de vue sur l'érosion des sols, la déforestation et la famine dans les tropiques. Les chercheurs en *political ecology* montrèrent qu'il était inopportun d'incriminer les populations pauvres et rurales de la dégradation environnementale, en ignorant le rôle d'autres acteurs tels que les classes marchandes, l'agro-industrie et les compagnies forestières, ou les effets d'actions telles que la réquisition de terres pour la conservation ou pour la construction de barrages. Ils révélèrent que la marginalisation sociale et politique ne laissait d'autres choix aux victimes de ces marginalisations que de développer des pratiques dégradant leur environnement et aggravant, par là même, leur pauvreté (Wisner et al., 2004).

À partir des années 1990, les travaux en *political ecology* furent influencés de multiples façons – et à des degrés divers – par les théories postmodernes et post-structurales, souvent basées sur les écrits de Michel Foucault. Ces théories soulignent l'importance des idées, des discours, des manières de penser et des cadres culturels de référence dans le façonnement des relations de pouvoir et de l'évolution des actions humaines. En recourant à ces approches, la *political ecology* reflétait un tournant culturel et déconstructeur qui s'est manifesté plus largement en géographie humaine et dans les sciences sociales. La *political ecology* conservait néanmoins, par son intérêt pour les relations de pouvoir, ses racines marxistes (Peet et Watts, 1996)¹¹.

¹¹ Dans *Liberation Ecologies*, Richard Peet et Michael Watts proposaient d'examiner un ensemble plus vaste de facteurs pouvant conduire à la pauvreté, pour évaluer comment ceux-ci en devenaient la cause

Ainsi, les chercheurs en *political ecology* étudièrent la façon dont des acteurs puissants « s'approprièrent » (*enclosed*) des ressources naturelles auxquelles des communautés locales avaient auparavant accès. Cependant, l'analyse des conflits ne se satisfaisait plus d'une explication en termes de lutte politico-économique; elle soulignait également le rôle de discours ou de logiques de gouvernementalité et territorialité. Dans le cas de la conservation de la nature, les auteurs montrèrent comment les aires protégées ignorent généralement les besoins des personnes qui ont parfois vécu pendant des siècles aux endroits concernés et dont les effets négatifs sur les espèces en danger ne sont pas prouvés. Pour ce faire, ils mirent en avant des critiques matérielles, mais également conceptuelles, des catégories employées dans ces luttes autour de ressources – en remarquant, par exemple, que la « nature » ou la « wilderness » étaient des concepts utilisés pour exclure les humains des paysages (Neumann, 1998). La territorialisation et la délimitation spatiale de paysages était présentée comme réduisant des systèmes complexes à de petites unités distinctes, afin d'en faciliter le contrôle (Peluso et Vandergeest, 2001).

Les *political ecologists* développèrent aussi une spécialité dans la déconstruction de « vérités » et d'idées reçues au sujet des changements environnementaux. Ils mirent ainsi en cause des hypothèses biaisées en faveur du pouvoir, dont les sources remontaient parfois jusqu'à l'époque coloniale. Ils démontrèrent que la désertification, la déforestation et la dégradation étaient des récits (*narratives*) de crise alarmistes, fondés sur des vérités déformées ou partielles et souvent utilisés pour incriminer certains groupes de ruraux marginalisés (Blaikie et Muldavin, 2004 ; Fairhead et Leach, 1996 ; Leach et Mearns, 1996). Ce faisant, ils montrent aussi un intérêt pour la construction de contre-récits (*counter-narratives*). Une des originalités de la *political ecology* est le fait que l'approche prend à la fois sérieusement les contributions des sciences naturelles en même temps qu'elle expose et questionne l'histoire, les idéologies, et les relations de pouvoir cachées derrière ces sciences. Pour cela, ils s'inspirent de travaux de *Science and Technology Studies*, notamment le *Nous n'avons jamais été modernes* de Bruno Latour, traduit en anglais en 1994 (e.g., Robbins, 2001). S'inspirant également de Latour et de sa théorie de l'acteur-réseau, d'autres travaux insistèrent sur la façon dont les choses et les idées, comme les individus, pouvaient devenir « inévitablement politiques » (Robbins, 2012 : 232 ; Demeritt, 2001).

Dans les années 2000, la *political ecology* continua de se diversifier. L'approche prit son envol et se diffusa jusqu'à devenir un courant dominant de la géographie anglophone. De nombreux ouvrages de synthèse en facilitent aujourd'hui l'enseignement (Bryant 2015; Bryant et Bailey, 1997 ; Perrault et al, 2015; Robbins, 2004, 2012 ; Neumann, 2005). Depuis 2010, le *Journal of Political Ecology* a quadruplé son lectorat et le nombre d'articles soumis. L'esprit interdisciplinaire de la

et pour étudier quelles pouvaient être les différentes conséquences environnementales. Non seulement une telle écologie « de la libération » incorporait alors une analyse plus rigoureuse de la politique de l'environnement, mais, comme son nom le laisse entendre, elle portait une attention plus grande à la capacité d'agir (*agency*) des mouvements politiques.

political ecology, qui ambitionne de prendre au sérieux à la fois l'écologie et les relations de pouvoir, attire et stimule une génération d'étudiants. Les chercheurs ne s'intéressent plus uniquement aux paysans et éleveurs des pays ruraux et pauvres, ils utilisent désormais l'approche pour traiter de multiples sujets dans des régions rurales, urbaines et suburbaines, et souvent dans des pays industrialisés et riches (Heynen et al., 2006 ; Swyngedouw, 1999). Les thèmes de recherche sont variés : certains auteurs se penchent sur des préoccupations devenues importantes telles que la lutte contre le changement climatique (Birkenholtz, 2012), les espèces invasives (Kull et Rangan, 2015), les impacts sociaux de l'exploitation minière (Horowitz, 2009) et l'accaparement des terres (Peluso et Lund, 2011) ; d'autres ouvrent de nouveaux champs d'investigation comme les pelouses des banlieues pavillonnaires (Robbins, 2007), la fourniture d'eau potable (Blanchon et Graefe, 2012), ou les cultures de plantes servant à la fabrication de stupéfiants (Steinberg et al., 2004). Arturo Escobar et ses collègues poursuivent leurs recherches sur les mouvements sociaux en Amérique latine, et avancent que les luttes dans lesquels les peuples autochtones sont engagés ne doivent plus être considérées comme seulement socio-économiques ou culturelles, mais aussi « ontologiques ». Pour eux, des entités comme la *pacha mama* ne doivent plus être présentées comme des représentations culturelles, mais comme des « ontologies politiques » - le vocabulaire de l'ontologie permettant de rendre pleinement compte de l'existence concrète de la *pacha mama* pour les autochtones¹² ; l'adjectif « politique » traduisant la façon dont cette ontologie est engagée dans une lutte (Escobar 2016). Finalement, l'approche se croise et s'enrichit avec des influences de plusieurs autres courants de pensée, y compris les *post-colonial studies* (Sullivan, à paraître ; Kim et al., 2012), l'histoire environnementale (Davis, 2007 ; Carney & Rosomoff, 2009), land change science (Turner et Robbins, 2008), et l'approche *resilience*¹³ (Beymer-Ferris et al., 2012 ; Turner, 2014).

Les excès du post-structuralisme ?

Rétrospectivement, le développement de la *political ecology* au sein de la géographie anglophone des années 1990 a permis de remodeler un noyau de recherche sur les relations humain-environnement. Notons qu'à cette période, la géographie subissait l'influence de la « révolution post-structuraliste ». Dans la *political ecology* en particulier, l'accent mis sur la « déconstruction » des motivations et des actions des acteurs environnementaux a contribué à mettre en doute les récits alarmistes ou catastrophistes de dégradation environnementale et à réhabiliter les populations rurales en tant que gestionnaires compétentes des ressources. Néanmoins, si l'objectif d'une telle recherche est une combinaison de justice sociale et de durabilité environnementale, certains travaux déconstructionnistes (ou la façon dont leur message a été présenté, en problématisant les récits dominants sans en appeler clairement à l'action) sont susceptibles d'avoir renforcé les agendas politiques et économiques des industries, voire même des climatosceptiques.

¹² Cf. Chapitre « L'anthropologie au-delà de l'anthropos ».

¹³ Cf. Chapitre « Économie de l'environnement ou économie écologique ? ».

Un second apport, moins controversé, du tournant post-structuraliste en géographie et plus particulièrement en *political ecology*, a porté sur les notions d'hybridité de la nature et de la culture. Ces travaux ont largement été inspirés par Bruno Latour comme mentionné ci-dessus, mais aussi par les antécédents en histoire environnementale, tels la collection de William Cronon (1996) et de la géographie critique, de Neil Smith (1984) entre autres auteurs. « Nature » et « société » sont des termes qui reflètent un dualisme qui n'est plus valable – nature et société ont été hybridées, en partie par nos propres efforts pour contrôler et fabriquer la nature, qu'elle soit sauvage, agricole, ou urbaine (Braun et Castree, 1998 ; Castree et Braun, 2001 ; Robbins 2001 ; Swyngedouw, 1999). Cette approche, qui, dans une certaine mesure, recoupe la *political ecology*, souligne à quel point il est illusoire de vouloir préserver les systèmes naturels « vierges », puisqu'il s'agit d'hybrides ; ce faisant, elle conteste certaines des valeurs de l'écologisme biocentrique.

Enfin, certains auteurs soulignent que mettre l'accent sur les récits et les discours environnementaux tend à détourner l'attention des processus politico-économiques, qui sont au cœur de la politique environnementale (Peet, Robbins et Watts, 2011). Fairhead et Leach (1996) ont par exemple bien montré que les îlots forestiers ouest-africains dans le nord de la Guinée étaient des créations anthropogéniques dans une région de savane (et non, comme le prétendaient les discours coloniaux et conservationnistes, des vestiges de forêts tropicales menacés par la savanisation). Leur travail constitua une critique explicite du gouvernement et des anciennes autorités coloniales qui accusaient à tort les utilisateurs des ressources d'avoir anéanti la forêt. Mais quelques années plus tard, d'autres facteurs politico-économiques sont apparus plus importants : les mêmes forêts sont maintenant dévastées par la guerre, l'exploitation forestière et l'extraction de diamants ; la cupidité et la violence sont devenues les principaux déterminants des milieux forestiers. Les entreprises forestières (souvent chinoises), et des gens locaux munis de tronçonneuses, ont pénétré dans les forêts, comme l'ont fait les réfugiés fuyant les diverses guerres civiles (Hiemstra van der Horst et al., 2011 ; Bernstein et Woodhouse, 2001). De nouvelles préoccupations matérielles et conceptuelles sont mobilisées autour de ces îlots forestiers, dépassant le débat des années 1990.

La situation actuelle de la political ecology

Depuis une attention portée aux récits, aux idées et au pouvoir discursif, l'intérêt semble revenir aujourd'hui à la nature concrète et au pouvoir matériel – comme un retour de balancier ramenant au cadre d'analyse premier de la *political ecology*. Les chercheurs en *political ecology* construisent une critique de la globalisation de la modernité et des stratégies néolibérales de croissance économique, qui sont à la racine de transformations globales (Rocheleau, 2008 ; Büscher et al. 2014). Ils continuent d'affirmer l'interdépendance des systèmes sociaux et environnementaux, et ils inventorient un grand nombre de réalités environnementales associées aux politiques économiques, à la croissance économique et aux luttes pour les moyens d'existence - une demande croissante de minerais, d'énergie, d'eau et de bois, et une mainmise capitaliste accrue sur ces ressources, en dépit du récent

ralentissement économique. Sans revenir aux arguments malthusiens, il existe actuellement une forte inquiétude au sujet des menaces de l'extraction de ressources sur les moyens d'existence.

D'autres sous-champs de la géographie recoupent partiellement, et concurrencent, l'approche *political ecology*. Parmi ceux-là, la *land-change science* (Turner et Robbins 2008), la *critical physical geography* (Lave et al. 2014), et l'approche des systèmes socio-écologiques développée par la Resilience Alliance (Beymer-Farris et Bassett 2012; Stone-Jovicich 2015)¹⁴.

La géographie anglophone se montre très intéressée par les questions environnementales majeures, mais sa relation au domaine politique est inégale. Certaines recherches sont destinées à ne pas sortir du monde académique. D'autres travaux visent à changer concrètement les choses (Batterbury 2016). Pour prendre trois exemples, d'abord le livre de Susanna Hecht et Alexander Cockburn (1989) sur la déforestation amazonienne a aidé à mobiliser des campagnes de *Save the rainforest*. Deuxièmement, Piers Blaikie (2008), de sa position dans la School of Development Studies à l'université East Anglia, a longtemps contribué au travail des organisations internationales et britanniques d'aide humanitaire. Enfin, Bill Moseley de Macalester College publie régulièrement des éditoriaux dans des journaux importants¹⁵. De plus, des *think tanks* comme l'International Institute for Environment and Development (IIED) et le World Resources Institute (WRI) font régulièrement appel à des géographes.

Malgré tout, la discipline géographique peine encore à rester visible et pertinente sur les aspects politiques des débats environnementaux. Certains géographes, comme Billie L. Turner II (2002), ont incité leurs collègues à s'adresser davantage à la science dominante, notamment en proposant une « science de la durabilité » (*science of sustainability*) comme champ séparé d'une recherche de haut niveau. Un récent article cherche précisément à bâtir des ponts entre la *political ecology* « militante » et la science de la durabilité « pratique », excluant ainsi les versions plus théoriques et constructivistes de la *political ecology* (Robbins et Turner, 2013). Ces agendas peuvent aussi exclure des voix anticapitalistes plus radicales. Au sein de l'Université, les contraintes qui pèsent sur les chercheurs (l'impératif de publication ou la recherche de contrats pour pérenniser son poste) font que l'engagement politique – qu'il prenne la forme d'un militantisme environnemental ou anti-néolibéral – peut comporter des risques.

La géographie et l'environnement en France : le recours à la political ecology pour faire émerger une géographie environnementale

La trajectoire de la géographie française en relation avec la thématique environnementale diverge par plusieurs aspects des trajectoires de la géographie anglophone, notamment dans le passé récent. Doit-on y lire une nouvelle expression de l'exceptionnalisme français ? Dans cette section, nous nous penchons sur le cas de

¹⁴ Cf. Chapitre « Économie de l'environnement ou économie écologique ? »

¹⁵<http://www.macalester.edu/academics/geography/facultystaff/billmoseley/articles/>

la France. En tant que chercheurs évoluant essentiellement dans le monde académique anglophone, nous sommes certes étrangers à cette histoire, mais nous avons eu l'opportunité de collaborer ces dix dernières années avec des collègues français et d'échanger régulièrement avec eux sur les évolutions actuelles en France. Notre position d'outsider nous permet en outre de développer un regard distancié vis-à-vis de ce champ en lutte. Dans un premier temps, nous donnons un aperçu de la situation actuelle à travers la présentation de deux événements scientifiques récents, qui ont cristallisé les tensions entre deux écoles de pensée. Ensuite, nous cherchons dans l'histoire de la géographie française des racines de cette situation. Finalement, nous examinons les conditions et les ressorts de l'introduction de la *political ecology* en France.

En septembre 2010, quinze géographes confirmés ont été rassemblés sous les auspices de la *Société de géographie*, pour un colloque d'une journée intitulé *Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête*. Les participants y ont critiqué « l'obscurantisme ambiant, l'écologisme radical, la décroissance, le déni de la science et de la foi en l'Homme »¹⁶. Les actes du colloque ont été publiés peu de temps après, sous la forme d'un livre collectif portant le même titre (Brunel et Pitte, 2010). Alors que de nombreux géographes partagent les critiques vis-à-vis du catastrophisme un peu trop marqué de certains discours environnementalistes, de même que les critiques vis-à-vis d'usages orientés de la science, ce livre franchit une limite, en flirtant avec le climatoscepticisme. Le propos dispense un message conservateur, qui affirme « nous n'avons besoin d'aucun changement dans nos modes de vie », et « nous pouvons nous adapter au changement environnemental comme nous l'avons toujours fait dans le passé ». En réponse, deux jeunes géographes, rédacteurs en chef de la revue *Écologie et Politique*, organisèrent une conférence en septembre 2012, à l'Université d'Orléans. Intitulée *Géographie, Écologie, Politique: un climat de changement*, elle rassembla plus de 100 participants de tout le pays et au-delà, et conduisit à la publication d'un ouvrage collectif, justement nommée *Manifeste pour une géographie environnementale* (Chartier and Rodary 2016).¹⁷ Les participants y exprimèrent leur frustration face à l'école dominante, qu'ils perçoivent d'arrière-garde, à la fois parce qu'elle reste hermétique à l'urgence de la crise environnementale, et intrinsèquement conservatrice pour ce qui concerne les questions de justice sociale

La situation est probablement moins contrastée que ce que la mise en regard de ces deux événements ne suggère ; il n'en reste pas moins que la géographie française fait actuellement face à un changement générationnel. Une jeune génération de chercheurs (accompagnée de quelques chercheurs plus confirmés) se retrouvait dans une impasse. La conférence d'Orléans se plaçait comme un moment clé de l'évolution de la discipline. Ses organisateurs et participants promouvaient une géographie française plus militante, particulièrement vis-à-vis des questions

¹⁶ Voir le bref compte-rendu de la conférence, par Christophe Magdelaine (http://www.notre-planete.info/actualites/actu_2518_catastrophes_naturelles_geographes_changement_climatique.php [consulté le 26 avril 2016]).

¹⁷ Voir aussi Chartier et Rodary (2007), Hautdidier et Morin (2011)

d'écologie, et plus ouverte à des idées et théories extérieures à la tradition française. Le propos n'était cependant ni alarmiste, ni dans le déni. Il s'agissait de porter une attention nouvelle aux rapports de pouvoir, jusqu'ici déniés par les géographes sur les questions d'environnement.

Du fait d'une forte centralisation dans le monde académique français¹⁸, une petite classe de chercheurs et universitaires en position de pouvoir peuvent exercer une forte influence – à travers les comités de recrutement, à travers l'agrégation (concours de recrutement des enseignants de l'enseignement secondaire, mais qui en pratique est un précieux sésame pour rentrer à l'université), à travers l'habilitation à diriger des recherches – épreuve de milieu de carrière qui n'existe pas dans le monde anglophone. De ce fait, afin d'avancer dans leur propre carrière malgré des recherches allant possiblement à l'encontre de leurs aînés en position de pouvoir, la génération des chercheurs en milieu de carrière tend désormais à avoir recours à la *political ecology*. Cela leur permet de donner un label à des recherches qui peinent à s'inscrire dans une école établie en France ; de légitimer leurs questionnements par les références de nombreux autres chercheurs ; de crédibiliser leur cursus grâce à un détour à l'international...¹⁹.

Pour comprendre les fondements de ces débats, il est important de remettre la géographie française dans son contexte historique. Nous ne pouvons en aucune manière résumer la richesse et la diversité de la tradition géographique française en quelques paragraphes. Nous pouvons toutefois dégager quelques tendances saillantes.

La géographie académique française trouve ses origines à Paul Vidal de la Blache (les *Annales de Géographie* fondées en 1893 furent éditées par Vidal de la Blache jusqu'à sa mort). La géographie en France s'est donc fondée sur la description de régions, à commencer par la géomorphologie et les traits paysagers. Elle cherchait à décrire les éléments clés de la culture humaine et les usages de la terre tels qu'ils se sont déployés au cours du temps. Cet approche, qui a été par la suite appelée « possibiliste », fut institutionnalisée à travers l'influence de Vidal de la Blache ((Berdoulay 1981, 1988, 2008). Vidal de la Blache lui-même évitait les contextes industriel et urbain, travaillant essentiellement sur les traits idiographiques de régions liés à des genres de vie.

Cette approche humain-environnement a été quelque peu délaissée (Orain 2009; Robic et al. 2006) par la version française de la révolution quantitative (Soubeyran 1997; Bailly et Ferras 2014; Baud et al., 2013; Lévy et Lussault 2013). Autour des années 1980, s'est exprimé un rejet massif de la tradition vidalienne,

¹⁸ Dans le même temps, paradoxalement, la discipline en France ne s'est pas dotée d'une association professionnelle forte qui pourrait servir de forum pour tous les géographes. Cela contraste fortement avec l'*Association of American Geographers*, la *Canadian Association of Geographers*, l'*Institute of Australian Geographers*, et l'*Institute of British Geographers*, et leurs conférences et revues scientifiques ouvertes à tous les courants. Il existe certes la *Société de Géographie* – celle-là même qui était derrière la conférence et le livre *Le Ciel ne va pas nous tomber sur la tête* – mais elle est loin de rassembler toutes les géographies. Quant à la plus grande conférence annuelle des géographes français, la *Journée de la Géographie* à Saint-Dié, de nombreux géographes n'y participent pas.

¹⁹ Ce fait est apparu clairement lors d'un jury d'Habilitation à diriger des thèses (HDR) auquel l'un d'entre nous (CK) a participé en 2015.

similaire au rejet dans le monde anglophone des géographies régionales. En conséquence, les relations entre géographie et écologie furent ignorées. Au même moment, le clivage entre la géographie physique et humain s'est durci, laissant moins de place aux traditions hommes-environnement. La révolution quantitative arriva comme dans le monde anglophone, quoique plus tard, et résulta en un engouement pour les modèles et les cartes aux dépens des études de terrain. En géographie politique, l'école de *géopolitique* d'Yves Lacoste qui se concentrait sur le pouvoir institutionnalisé et territorialisé, devint dominante, et occulta d'autres aspects du terrain, tels que l'environnement, de même que l'identité, ou la théorie sociale (Fall, 2007 ; Fall et Rosière, 2008 ; Rakoto Ramiarantsoa et al., 2012 ; Bowd et Clayton, 2013). Les géographes suivant le tournant post-structural réduisirent l'environnement à une construction sociale.²⁰

Il en résulte que la tradition géographique dominante tend à ne pas investir les questions d'environnement²¹, tend à être « apolitique » au sens où elle ne prête pas attention aux relations de pouvoir (à l'exception des questions de géopolitique nationale) et pour certains, s'ancre dans une idéologie conservatrice attachée à la ruralité (ce qu'un collègue appelle ironiquement la « géographie du terroir, camembert et saucisson », c'est-à-dire une géographie qui décrit, avec des élans nationalistes, la façon dont les spécificités des pays et des cultures locales conduit aux spécialités artisanales des différentes régions françaises, cf. Pitte 1991). Comme l'explique Jean-Robert Pitte, ancien Président de l'Université Paris-Sorbonne IV, la géographie « explique pourquoi chaque chose est à sa place » (Pitte, 2001, 11). Cette tradition empirique, descriptive, et apolitique peut s'expliquer en partie par le rôle institutionnel de la France. L'enseignement de la géographie joue un rôle majeur dans l'éducation primaire et secondaire, où cette discipline est associée à l'histoire – le couplage entre « Histoire » et « Géo » remontant à Braudel. Les enseignants-chercheurs à l'université consacrent une partie importante de leur service d'enseignement (192 heures par an) à la formation des professeurs du primaire et du secondaire. Ce cursus dont le programme est défini à l'échelle nationale renforce une tradition de la géographie centrée sur l'étude des paysages régionaux.

Un deuxième facteur d'importance est la présence institutionnelle de la géographie dans un certain nombre d'organismes publiques de recherche, qui enrôlent des géographes au service de « l'État aménageur » en métropole, et au service de la coopération scientifique et technique dans les pays du Sud. L'importance de ces diverses institutions, des organismes de recherche comme le CNRS aux nombreux établissements répondant à différentes missions de recherche appliquée – par exemple

²⁰ Ce paragraphe s'inspire de la présentation d'Olivier Soubeyran, « Géographie française contemporaine face à l'écologie et la politique », Orléans, 2012.

²¹ C'est également le cas au Brésil, où la tradition française reste une référence importante. Jusqu'aux années 1990, la question de l'environnement n'était pas traitée par les géographes ; elle restait le domaine des écologues. Les chercheurs brésiliens en géographie physique ne parlaient que de sciences naturelles. Cela a changé dans les années 1990 quand un géographe issu de la géographie physique commença à placer les transformations anthropiques au centre de son travail. Dans les années 2000, la géographie environnementale avait une présence beaucoup plus forte (cf. Roberto Verdum, présentation au colloque « Géographie, Écologie, Politique », en 2012 à Orléans).

l'IRD, le CIRAD, l'IRSTEA – ne doit pas être sous-estimée (voir Gautier et Kull, 2016, sur le cas spécifique des études agraires).

C'est en l'inscrivant dans ce contexte que l'on peut comprendre la publication du *Ciel ne va pas nous tomber sur la tête* – en l'occurrence, en prenant la mesure du poids d'une tradition qui s'appuie sur une interprétation conservatrice de l'héritage vidalien sur la façon dont le milieu façonnent les communautés humaines dans la longue durée. Le *Ciel* n'était pas le premier ouvrage de ce type ; il fut précédé par d'autres, parmi lesquels *l'Imposture Écologiste* de Philippe Pelletier (1993) et *l'Ingérence Écologique* de Georges Rossi (2000). Cette géographie française « d'arrière-garde » était une décennie en retard dans l'adoption de l'agenda du développement durable par rapport à la géographie anglophone (comparer Miossec et al., 2004, avec Wilbanks, 1994)²², et le fit avec moins d'enthousiasme. Il ne faut bien sûr pas caricaturer l'opposition entre les deux camps – Pelletier par exemple s'est montré un participant actif, combatif, mais de bonne volonté à la conférence d'Orléans. Les arguments de part et d'autre, sont plus intéressants et nuancés tels qu'ils étaient formulés dans lesdites conférences et dans les ouvrages que ce que nous pouvons présenter ici succinctement. Il n'en reste pas moins qu'il existe, comme le montrent les conférences de 2010 et 2012, un réel affrontement.

Des approches alternatives au courant dominant ont toujours été présentes, et ont servi de terreau pour le changement générationnel actuel – et indirectement – pour son appel rhétorique à la *political ecology* pour défendre sa perspective. Parmi celles-ci, le courant tiers-mondiste qui voyait le projet développementaliste comme néo-colonial (Dresch 1987). On trouvait également des approches radicales en géographie humaine, menées par des géographes francophones marqués à gauche, voire communistes. Yves Lacoste fonda *Hérodote* en 1976, et *Espaces-Temps* commença avec une mission critique explicite. La revue *Écologie et Politique*, fondée par Jean-Paul Deléage, ouvrit un espace pour des croisements entre géographie humaine et écologie. Aucune de ces initiatives n'a réellement infléchi les normes de la géographie institutionnelle, contrairement à ce qui s'est passé dans le monde anglophone où les idées radicales ont circulé librement.

Certains courants de géographie humaine ont perpétué un héritage possibiliste faisant écho à Vidal de la Blache. Ils se sont inspirés du travail de Jean Brunhes (1974) et plus encore de « la géographie tropicale » (Gourou, 1982 ; Deffontaines 1933 ; Bown et Clayton, 2005 ; Raison, 2005) qui se concentrait sur les populations agraires dans les pays tropicaux (Cochet, 2012 ; Bassett et al., 2007). Paul Pélissier et Gilles Sautter (1970) ont systématisé cette approche avec leur *Atlas des systèmes agraires tropicaux* (voir aussi Sautter et Pélissier, 1996), qui se fondait sur une collection substantielle d'études de *terroirs* villageois (voir Bassett et al., 2007 ; Cochet, 2012 ; Gautier et Kull, 2015), qui explore la façon dont des communautés paysannes gèrent leur ressources naturelles, produisent leur subsistance et organisent leur vie sociale, tout en appréhendant les transformations des systèmes de production

²² Merci à Xavier Arnauld de Sartre pour cette observation.

causés par les changements démographiques, les opportunités de marché, ou les interventions pour le développement ou la conservation (Raison 1984; Blanc-Pamard et Rakoto Ramiarantsoa 2000). Tout comme la tradition de l'écologie culturelle dans la géographie anglophone, cette approche des systèmes agraires a souvent mis l'accent sur l'échelle locale et les pratiques locales, prêtant moins d'attention aux relations de pouvoir. Elle a cependant servi de terreau fertile et it was relatively uncomplicated to add political-economic aspects such as the structuring effects of global markets or investigations of local or regional jeux de pouvoirs.... De fait, la « géographie tropicale » a joué un rôle dans la critique de gauche du colonialisme et des relations post-coloniales, du fait de la considération qu'elle accordait aux communautés paysannes et à leurs besoins.

Les chercheurs travaillant dans le monde rural et le monde en développement étaient largement représentés à la conférence d'Orléans, comme on pouvait s'y attendre étant donné le paysage des géographies décrit plus haut. De plus, la présence en nombre significatif de chercheurs issus d'un domaine de spécialisation que l'on pourrait dénommer « hydrogéographie », traduisaient l'influence des recherches centrées sur la gestion des rivières, en France et ailleurs (Chartier et Rodary 2015). Leurs présentations témoignaient d'approches en phase avec l'orientation environnementaliste de la conférence, en lien direct avec leur appréhension empirique de l'irréversible entremêlement de la nature et société. Comme le confessa un orateur, « le monde occidental n'a plus de systèmes fluviaux naturels ». Pour certains hydrogéographes, la recherche internationale était le point de référence majeur (cf. Blanchon et Graefe 2012).

Les références à la géographie anglophone furent récurrentes lors de la conférence d'Orléans²³. Par exemple, certaines présentations s'appuyaient sur des traditions anglophones, comme la *political ecology*, le courant de la « justice environnementale » (Dufault et al., 2010), et la géographie critique. Cependant il y eut aussi des appels à fonder un courant aussi ancré « dans nos propres traditions » (Chartier et Rodary, 2015). Ici nous questionnons l'appel à la *political ecology* en particulier. A la fois dans l'annonce de la conférence et dans de nombreuses présentations, cet appel explicite à la *political ecology* apparaissait comme un moyen d'avancer vers une géographie plus engagée et plus critique. Cependant cette école – largement américaine et britannique – était encore inconnue de la plupart des participants²⁴.

L'une des publications françaises les plus précoces à reconnaître la *political ecology* était un article de Blanc-Pamard and Boutrais (2002). Cet article cite des *political ecologists* comme Piers Blaikie, Melissa Leach, et Ray Bryant dans une

²³ Cela peut être en partie vu comme une conséquence de la pression croissante dans les institutions académiques françaises depuis 20 ans de publier dans des revues internationales avec facteur d'impact, et donc en anglais. Ceci dit, une carrière purement en français reste possible et courante en géographie humaine. Voir une excellente discussion des contraintes (et opportunités) institutionnelles rencontrées par les chercheurs et universitaires français dans Chartier et Rodary (2015).

²⁴ Fait marquant, le réseau transeuropéen de *political ecology* POLLEN n'avait pas, et n'a toujours pas, de membres français (<https://politicecologynetwork.com/pollen-nodes>).

revue de littérature sur 50 ans de politiques publiques de développement dans le secteur environnemental. Tom Bassett, qui a des relations de longue date avec le *Centre d'Etudes Africaines* (centre des deux auteurs dudit article), a introduit les géographes à cette approche dans les années 1990. L'entrée de la *political ecology* sur la scène française se fit de façon plus marquée et visible à la fin des années 2000, quand l'approche fut soutenue et promue par des chercheurs comme Bernard Hubert (agro-écologue, président d'Agropolis²⁵) et Denis Gautier, un chercheur du CIRAD qui avait rencontré le *political ecologist* norvégien Tor Benjaminsen sur son terrain). En 2009, par exemple, le CIRAD et l'IRD invitèrent plusieurs chercheurs en *political ecology* renommés (Paul Robbins, Tom Bassett, Nancy Peluso) pour une école chercheur, des séminaires, et des conférences publiques. Les premiers articles en français sur la *political ecology* parurent dans la revue *Natures, Sciences, Sociétés* la même année (Benjaminsen & Svarstad, 2009 ; Castro-Larranaga, 2009), et le premier livre – résultat de l'école chercheur de 2009 – en 2012 (Gautier & Benjaminsen 2012), suivi par Arnould de Sartre et al. (2014). Un certain nombre de groupes de recherche fait désormais en partie appel à des thèmes de la *political ecology*, comme le GRED²⁶ ou un collectif de géographes et anthropologues au Muséum (MNHN). Comme mentionné précédemment, ces rapprochements relèvent à la fois d'un intérêt réel pour la *political ecology* et d'une stratégie pour créer et légitimer de nouvelles approches vis-à-vis de l'environnement, dans le champ de force particulièrement tendu de la géographie française. La *political ecology* permet de mettre un label sur une diversité de tendances convergences. On ne peut pas enfin exclure que la *political ecology* est devenue à la mode, aussi en France.

La *political ecology* à la française va imprimer sa marque (Chartier et Rodary 2015). Les chercheurs français ont d'autres intuitions et hypothèses de travail à propos du rôle de l'État que, par exemple, leurs interlocuteurs américains, britanniques ou australiens pour lesquels la gouvernance néolibérale est la norme. Ils portent d'autres conceptions de la nature et de la *wilderness*. Les hydrogéographes qui travaillent sur les rivières anthropisées, les géographes ruraux qui étudient des populations paysannes tirant leur subsistance dans des paysages fondamentalement culturels, peuvent apporter beaucoup à ce champ toujours dominé (en dépit des nombreuses critiques « post-nature ») par des conceptions américaines de la *wilderness*. Une hybridation est en cours (Slocum and Gowan, 2015) et les résultats promettent d'être riches.

Conclusion

De quelle façon la géographie, en tant que discipline universitaire, peut contribuer à la compréhension et l'analyse des grandes transformations environnementales induites par les activités humaines ? Cette discipline devrait jouer un rôle central sur une telle thématique. Dans leur majorité, les géographes

²⁵ Il fut initié à cette approche par sa doctorante Monica Castro, elle-même formée par Nancy Peluso lors d'un court séjour à Berkeley.

²⁶ <http://gred.ird.fr>

concentrant leur attention sur la relation humain-environnement sont formés pour comprendre à la fois la science des changements environnementaux et les dynamiques sociales et politiques qui les provoquent. Les connaissances géographiques – les processus biophysiques fondamentaux, la dimension spatiale, l'espace et le lieu, la longue durée – sous-tendent chaque problème d'environnement et sont pertinentes pour l'action politique.

Pourtant les relations entre les êtres humains et leur environnement n'ont pas toujours été au centre des préoccupations de la géographie anglophone. L'attention à ces relations a perduré et s'est développée ces dernières années dans certains courants, comme le démontre la *political ecology*. Un grand nombre d'étudiants suivent des masters dans le domaine de l'environnement dans les pays anglophones, où ils sont exposés à une lecture critique, attentive aux rapports de pouvoir. Il existe un véritable désir chez ces étudiants d'« aller là-bas » et de sauver des lieux, des populations et des espèces, du développement avide du capitalisme, de l'accaparement des ressources et du changement climatique. Les questions environnementales croisent plusieurs préoccupations de la géographie, à l'égard des milieux (l'air, la terre, l'eau), à l'égard des moyens d'existence, des pouvoirs économiques et politiques, et des traditions culturelles.

Quelles leçons faut-il retenir de cela pour la géographie française ? Tout d'abord, à au moins deux moments la géographie anglophone a gâché sa contribution aux questions environnementales. Il y a quarante ans, l'indifférence pour l'étude des relations humain-environnement et une adhésion trop enthousiaste à la révolution quantitative se traduisirent par une faible présence des géographes lorsque l'Université se prit d'intérêt pour l'écologie. Et, il y a vingt ans, l'attention fut parfois détournée des grands changements environnementaux survenant sur la planète, pour privilégier une analyse plus théorique de la façon dont les acteurs comprenaient cette réalité et agissaient à son égard. En s'attachant à étayer un certain nombre d'arguments constructivistes forts, le champ perdit alors de sa clarté aux yeux des personnes extérieures.

Si la géographie francophone (du moins son courant dominant) est « fondée sur le modèle des sciences naturelles mais prudente vis-à-vis de tout déterminisme, au service de l'État aménageur en métropole ou de la mise en valeur des colonies, puis résolument spatialiste » (comme énoncé dans la brochure de la Conférence d'Orléans de 2012), si elle résiste à réviser ses concepts clés (*territoire, terroir, aménagement*, etc.), alors il incombe à la génération montante de remettre en question cette trajectoire, et si besoin d'aller chercher des inspirations à l'international pour mieux l'infléchir. Un déplacement, de l'aménagement régional et la gestion environnementale vers une *political ecology* politiquement affûtée et ancrée à l'échelle internationale encouragera les géographes à être plus pertinents et à développer une conscience des relations de pouvoir qui sous-tendent quasiment tous les problèmes environnementaux.